

Après les législatives, nos luttes feront toutes les différences

L'Union syndicale Solidaires, indépendante de tout parti politique, retient plusieurs éléments de ce scrutin :

- Les élections législatives ont été marquées par une abstention extrêmement massive qui montre l'affaiblissement croissant de la démocratie représentative.
- La forte progression de l'extrême-droite en nombre de député-es est très inquiétante. Alors qu'il avait été élu en 2017 avec la promesse de combattre l'extrême droite, le président de la république, ses ministres et député-es en portent une lourde responsabilité. En multipliant les mesures antisociales, ils ont favorisé le désespoir. En adoptant des lois liberticides, ils ont couru après le discours et le projet de société de l'extrême-droite. Par ailleurs, on ne peut renvoyer dos à dos un parti raciste et une autre force politique, créer des amalgames, sans salir le débat public et s'esquiver ensuite de la responsabilité d'avoir facilité l'élection de députés d'extrême droite.
- Les urnes ont confirmé l'élection de deux ministres accusés de violences sexuelles. Pour Solidaires, l'écoute réelle de la parole des femmes et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles a encore un long chemin à faire. Le choix de maintenir de telles personnes au gouvernement marque là aussi le déni de cette lutte essentielle par le pouvoir macronien.
- Un pas en arrière pour la parité en politique avec 37% de femmes élues députées à l'issue des législatives (soit un recul de 2% par rapport à 2017).

Pour l'Union syndicale Solidaires, les priorités sont sociales, écologiques, elles sont de construire l'égalité contre les discriminations et les dominations multiples.

Face à l'inflation, il faut une hausse immédiate du SMIC pour le mener à 1700 euros net, avec un alignement des pensions de retraites et des minimas sociaux sur ce minimum. Nous revendiquons une hausse de 400 euros par mois pour toutes et tous, avec une limitation de l'échelle des salaires de 1 à 5. Nous exigeons l'égalité salariale réelle pour les femmes et les hommes.

Nous sommes pour la retraite à 60 ans, avec 37,5 annuités de cotisations. Nous lançons la campagne "Partageons le travail" qui va permettre d'aller à partir de cet été vers nombre de travailleuses et travailleurs pour échanger sur ce sujet et porter des solutions.

Nous n'attendons pas grand-chose d'une assemblée dont le centre de gravité risque de se porter encore plus vers des projets ultra-libéraux, contre les intérêts de la grande majorité des salarié-es, ceux des chômeurs·euses, retraité·es, étudiant·es et satisfaire les intérêts des puissants et des riches.

Nous devons avant tout compter sur nous-mêmes. Pour nous défendre au quotidien et ne pas rester isolé·e, se syndiquer est une première étape. Ensuite, c'est par nos actions, nos luttes, indépendantes, unitaires et auto organisées que nous ferons toutes les différences. Ils ont le pouvoir et les milliards ? Nous sommes des millions !